Marc-Adélarde Tremblay (1922 -)

Anthropologue, retraité, Université Laval

(1976)

“La crise économique des années trente
et la qualité de la vie
chez les Montréalais
d’ascendance française”

[Première partie]

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marc-Adélarde Tremblay (1922 -) Professeur à la Faculté des Sciences sociales, Directeur de l'École des Gradués, Université Laval.

“*La crise économique des années trente et la qualité de la vie chez les Montréalais d'ascendance française*” (I). Un article publié dans *La Revue Desjardins*, vol. 42, no 5, 1976, pp. 34-40. [Première partie]

Communication présentée à la réunion de l'Académie des Sciences Mortales et Politiques tenue à *Les Éboulements*, mai 1976.

M Marc-Adélarde Tremblay, anthropologue, retraité de l'enseignement de l'Université Laval, nous a accordé le 4 janvier 2004 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.

Courriel : matrem@microtec.net ou matremgt@globetrotter.net

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 7 mai 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Introduction](#)

[Le genre de vie urbain dans le Montréal des années trente](#)

[Les comportements économiques des familles montréalaises](#)

1. [La structure du budget familial](#)
2. [Les solutions familiales compensatrices](#)
3. [Les activités de loisir](#)
4. [Le système de parenté et le réseau des amis](#)
5. [L'adéquation entre les normes de consommation et les besoins réels](#)
6. [L'univers des privations senties](#)

Les conséquences de la crise économique

1. L'accentuation des différences intergénérationnelles
2. Les réactions conservatrices des fabricateurs des idéologies traditionnelles
3. La prolétarianisation des Montréalais francophones
4. Le renforcement de la spécificité culturelle

La situation économique en 1976

La qualité de la vie en 1930 et en 1976

Ouvrages cités

Marc-Adélarde Tremblay (1922 -)

Professeur à la Faculté des Sciences sociales,
Directeur de l'École des Gradués, Université Laval.

“La crise économique des années trente et la qualité de la vie chez les Montréalais d'ascendance française” (I). Un article publié dans *La Revue Desjardins*, vol. 42, no 5, 1976, pp. 34-40. [Première partie]

Communication présentée à la réunion de l'Académie des Sciences Mortales et Politiques tenue à *Les Éboulements*, mai 1976.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

L'idée d'écrire un article sur la crise économique de 1929 et des années trente nous est venue à la suite de notre participation à une émission télévisée sur le sujet (« Consommateurs avertis ») en tant qu'anthropologue. Nous avons dû alors préparer tout un ensemble de réflexions sur la crise économique et les comportements de consommation de la famille. Il s'agissait de reconstituer cette tranche historique autant à la lumière de notre expérience vécue qu'en nous inspirant des témoignages recueillis au cours des années auprès d'informateurs privilégiés. Nous devions aussi, nous semble-t-il, construire notre analyse en nous appuyant sur les notions de genre de vie, de modèle culturel et d'adaptation de l'homme à son milieu, qui représentent des éléments fondamentaux dans l'analyse de la culture urbaine, comme l'a fait remarquer un sociologue rédigeant une note sur l'industrialisation et la culture urbaine (Rocher, 1952).

Comme il nous apparaissait fructueux d'effectuer ces reconstructions historiques à la lumière des visées théoriques de départ qui, sans préjuger des résultats de l'analyse, permettraient d'organiser les matériaux en fonction de principes directeurs, nous avons retenu la notion de qualité de la vie pour fonder nos deux hypothèses de travail. La première peut s'énoncer de la manière suivante : Les Montréalais ont pu traverser

la crise économique mondiale des années trente sans qu'il y ait d'effondrement de leur société parce qu'ils ont su inventer des solutions qui s'appuyaient sur les liens de solidarité qui existent entre eux à l'intérieur de la grande famille, des unités de voisinage et des cadres paroissiaux. La deuxième hypothèse se traduit dans une autre affirmation. En dépit d'expériences économiques difficiles, les Montréalais ont été capables, en s'appuyant sur des modèles culturels ruraux, de maintenir un genre de vie de qualité satisfaisante. Les deux hypothèses de départ se rejoignent par la dialectique qu'elles établissent entre état de crise et qualité de la vie, deux pôles qui serviront de points de repère et qui nous permettront de dresser le bilan des aspects négatifs comme des aspects positifs de cette expérience et d'évaluer son impact sur l'évolution du genre de vie urbain. À la fin de notre article, nous nous demanderons dans quels termes se pose la qualité de la vie aujourd'hui dans les milieux urbains au cœur de la période inflationnaire et des restrictions économiques gouvernementales que nous traversons.

“Les Montréalais sont, pour plusieurs, soit des émigrants curieux de date récente ou des urbains de première génération. Dans un cas comme dans l'autre, leur milieu de référence est leur village natal si ce n'est leur région de provenance et la famille et la parenté constituent le principal foyer d'intérêt et de vie sociale.”

Il ne saurait être question d'explicitier davantage la problématique de départ sans risquer d'accorder une importance théorique induite aux idées directrices énoncées. Mentionnons, en effet, que ce sont les expériences de vie, les situations sociales, les systèmes d'attitudes et les modèles culturels de cette époque qui nous intéressent afin d'en dégager un certain nombre de généralisations. Ajoutons aussi que notre analyse se fondera sur les acquis de notre étude sur les comportements économiques de la famille salariée (Tremblay et Fortin, 1964). Précisons, toutefois, que nous restreindrons le champ d'observation à la ville de Montréal pour deux raisons principales. Il serait difficile de constamment nuancer nos observations par rapport au milieu rural et urbain. Au surplus, dans un article publié récemment, nous traitons de la réaction idéologique des ruraux du Québec à la dépression économique des années trente (Tremblay, 1973 : 234-241).

Une première partie de cet article sera consacrée à des observations générales sur le genre de vie urbain. Une seconde examinera le niveau de vie des familles, les normes de consommation qui orientent leurs comportements économiques et l'univers de leurs privations senties. La troisième partie étudiera dans quelle mesure le genre de vie urbain est transformé par les dynamismes socio-économiques associés à cette période de dépression. Dans une partie traitant de la situation économique de 1976, nous chercherons à dégager les principales composantes du mode de vie urbain ainsi qu'à comparer la qualité de la vie aux deux époques.

Le genre de vie urbain dans le Montréal des années trente

[Retour à la table des matières](#)

Les Montréalais sont, pour plusieurs, soit des émigrants ruraux de date récente soit des urbains de première génération. Dans un cas comme dans l'autre, leur milieu de référence est leur village natal, si ce n'est leur région de provenance, et la famille et la parenté constituent le principal foyer d'intérêt et de vie sociale (Garigue, 1958). Pour autant, leurs systèmes de valeur et leurs modes de vie ne diffèrent guère, à cette époque, de ceux que l'on retrouve dans les milieux ruraux (Tremblay, 1964, Idem). Ces comportements inspirés par la vie rurale prennent place dans un cadre géographique et dans un espace qui conservent encore, particulièrement dans les quartiers neufs, un certain nombre des caractéristiques des espaces ruraux (maisons

détachées, jardins à proximité de la maison sinon dans la cour arrière, cours spacieuses, nombreux terrains vacants, ...).

“... la famille et la paroisse auront à trouver des solutions à ces problèmes graves qui frappent d'importants groupes de citoyens. Règle générale, les familles vivent frugalement et acceptent comme allant de soi leurs conditions de vie.”

Le cadre de vie le plus significatif des Montréalais de cette époque, c'est la paroisse, tout comme c'est le cas des autres milieux urbains et ruraux (Falardeau, 1949). C'est la pierre angulaire d'un système théocratique qui gouverne l'existence de la collectivité canadienne-française par l'ensemble des institutions sociales (paroisses, écoles, collèges, couvents, hôpitaux, foyers, universités) qui intègrent et façonnent la conduite des individus. Dans le contexte paroissial, le curé est le chef spirituel incontesté de ses ouailles comme il est celui qui les guide dans leur vie économique et sociale. Les urbains vivent dans une paroisse avant d'appartenir à un quartier. On dira, par exemple, « je vis dans la paroisse Saint-Marc, dans le quartier Rosemont ». Le curé et ses vicaires, les marguilliers, les dirigeants des associations religieuses, les

responsables des principales œuvres charitables sont non seulement les principaux meneurs de jeu de la vie paroissiale, mais ils sont aussi des membres influents de l'élite urbaine. Il est intéressant de noter, qu'à cette époque, ce sont les membres des professions traditionnelles (médecine, droit) ainsi que les hommes d'affaire ou les propriétaires de commerce et de magasins qui occupent ces fonctions de leadership. Comme ces dirigeants exerçaient leur profession ou avaient des commerces dans la paroisse, ils avaient tout intérêt à être connus et reconnus par leurs coparoissiens. La pratique religieuse, à l'époque, est à son apogée et rares sont ceux qui oseront manquer régulièrement aux préceptes dominicaux, car ils seront montrés du doigt, sinon ostracisés. C'est la période qui a vu Montréal devenir la ville aux « cent clochers », par l'ouverture de nombreuses paroisses et la construction d'églises spacieuses.

Un troisième aspect de ce genre de vie est associé à la structure sociale des paroisses et des quartiers. Les quartiers sont des communautés naturelles, relativement homogènes et autosuffisantes (De Laplante, 1952 ; Richardson, 1954 ; Pye, 1939 ; Zakuta, 1948). Ce sont des communautés plus grandes et plus complexes que les villages ruraux dont les caractéristiques sont assez bien connues dans la littérature sociologique et anthropologique (Gérin, 1898 et 1938 ; Miner, 1939). De par l'homogénéité ethnique de leur composition, les paroisses canadiennes-françaises adjacentes (trois ou quatre en moyenne) constituent des quartiers naturels à l'intérieur de la métropole. Ainsi, par exemple, vit à Outremont une classe à l'aise et bourgeoise, à Rosemont, une classe ouvrière d'origine rurale récente et à Hochelaga, une classe ouvrière de souche rurale plus ancienne. Les résidents de ces quartiers travaillent à proximité de leur milieu de vie ; ils y achètent leurs principaux biens de consommation ; les réunions sociales de même que les activités de loisir ont lieu soit dans les maisons privées ou dans les salles paroissiales. Chaque quartier a ses rues commerciales et l'ensemble des commerces nécessaires pour satisfaire l'éventail des besoins des clientèles. La paroisse et le quartier sont un milieu de vie (Suttels, 1973). Les résidents en sortent rarement, si ce n'est pour visiter des parents localisés dans d'autres quartiers, à l'occasion surtout de fêtes spéciales associées au calendrier liturgique (Noël, Pâques, première communion, mariage, funérailles). Les Canadiens français sont surtout localisés dans l'Est de la ville. Ils se rendent rarement dans l'Ouest, si ce n'est pour effectuer des achats dans les grands magasins (lire « magasins anglais », tels que Eaton, Morgan et Simpson) à l'occasion des Fêtes de Noël et de Pâques. D'ailleurs, ils s'y sentent mal à l'aise, étant donné qu'ils sont dans un entourage qui leur est étranger et qu'ils entrent en contact (de civilisation) avec des gens d'autres groupes ethniques, mais de manière superficielle. Dans les voisinages, à l'intérieur de la même paroisse ou du même quartier, plusieurs familles se connaissent, soit qu'elles soient apparentées ou qu'elles proviennent des mêmes régions. On achète la nourriture, les vêtements, l'ameublement et l'ensemble des biens de consommation dans des magasins appartenant à des parents, des amis ou des connaissances. À l'occasion de la semaine du déménagement, les locataires visent d'abord un logis sur la même rue ; mais, si cela s'avère impossible, on choisira, par ordre de préférence, un logement dans le même voisinage, dans la même paroisse et,

finalement, dans le même quartier. La mobilité interparoissiale se justifie souventes fois par le fait que le chef de famille se rapproche de son milieu de travail. Il est très rare que les familles enracinées dans un quartier s'installent dans un autre quartier. Les quartiers canadiens-français à l'Est de Montréal permettent de maintenir, à cette époque, une frontière ethnique entre les deux communautés linguistiques montréalaises.

Les comportements économiques des familles montréalaises

[Retour à la table des matières](#)

La dépression économique des années trente entraîna une chute sensible du niveau de vie des familles ouvrières d'ascendance française. Les chefs de familles obtiennent un revenu annuel qui varie entre \$800 et \$1200. Le salaire constitue d'ailleurs la seule source de revenu de la maisonnée. À peu près le tiers des chefs de famille perdront leur emploi régulier et seront en chômage de huit à neuf mois par année. En l'absence de mesures sociales compensatrices, du genre de celles qui existent aujourd'hui dans la plupart des pays occidentaux, la famille et la paroisse auront à trouver des solutions à ces problèmes graves qui frappent d'importants groupes de citoyens. Règle générale, les familles vivent frugalement et acceptent comme allant de soi leurs conditions de vie. À première vue, le niveau de satisfaction atteint apparaît difficilement compréhensible si on utilise les barèmes de la société de consommation d'aujourd'hui. En examinant de plus près la situation globale et en mettant en relief l'ensemble des facteurs qui constituent le genre de vie urbain de cette époque, on comprend mieux l'équilibre qui s'est construit entre le faible niveau de vie, l'insertion dans le groupe ethnique canadien-français et l'adoption de solutions longuement éprouvées dans les sociétés traditionnelles et dans les milieux ruraux québécois. Nous énoncerons un certain nombre d'observations sur : 1) la structure du budget familial ; 2) les solutions familiales visant à réduire le coût économique des besoins ; 3) les activités de loisir ; 4) la fonction de la parenté et du réseau d'amis dans l'élaboration d'un système de sécurité sociale ; 5) l'adéquation entre les normes de consommation et les besoins réels ; et 6) l'univers des privations senties.

“Rares sont ceux qui ne portent pas sur semaine par obligation (la précision est d'importance) des vêtements raccommodés, sinon rapiécés.”

1) La structure du budget familial

[Retour à la table des matières](#)

La structure du budget, c'est-à-dire ses principales composantes, est rudimentaire. Près de 90% du salaire (de \$720 à \$1,080 en moyenne selon le niveau de revenu) est consacré aux besoins essentiels que sont l'achat d'aliments et de vêtements, la location du logement, le coût de l'ameublement et du chauffage, tandis que les autres besoins (frais médicaux et de transport, achat de livres scolaires et cadeaux, frais divers) n'utilisent que 10% du revenu annuel. Par tradition, les besoins sont peu nombreux, mais c'est par nécessité qu'ils ont perdu de leur intensité. Les francophones de Montréal acceptent assez bien ces restrictions, imposées soit par le faible niveau de revenu, soit encore par des périodes prolongées de chômage.

2) Les solutions familiales compensatrices

[Retour à la table des matières](#)

Les familles inventent toutes sortes -de solutions pour réduire le fardeau économique lié à la taille (Charles, 1948 ; Henripin, 1960) et au bas niveau des ressources financières disponibles. Ces adaptations familiales mettent en relief le sens de la débrouillardise. On cultive des jardins potagers sur des lopins de terre municipaux mis, par la Ville de Montréal, à la disposition des familles qui en font la demande. On achète les légumes en grande quantité, à l'un ou l'autre des marchés en plein air, dans le but de les mettre en conserve. Plusieurs familles, d'émigration rurale récente, reçoivent directement de leurs parents leurs patates, de la nourriture variée et des conserves ; un certain nombre d'entre eux reçoivent même des quartiers de bœuf ou de porc. La mère, aidée de sa sœur célibataire ou d'une fille aînée, coud la plupart des vêtements portés par les enfants (robes, pantalons, chemises, vestons, paletots, pyjamas, robes de nuit, etc.). Les habits, les chemises, les robes, les chandails sont usés jusqu'à la corde en passant des plus âgés aux plus jeunes au fur et à mesure que les aînés grandissent. Rares sont ceux qui ne portent pas sur semaine, par obligation (la précision est d'importance), des vêtements raccommodés, sinon rapiécés. Tout le linge de maison est de fabrication domestique : on se procure du tissu à bon marché et même des poches à sucre blanc pour faire les essuie-mains et les linges à vaisselle. Le tricot est à la mode. Dans presque toutes les maisons, on cuit ses pâtisseries (tartes, beignes, gâteaux). Certaines pâtisseries peu dispendieuses, comme les biscuits à la mélasse ou au gruau et le « pudding chômeur » (un renversé à la cassonade), sont des mets particulièrement populaires en ces années difficiles. À l'exception de la viande, les aliments s'achètent en grande quantité et la « dépense froide » est une véritable institution dans la plupart des cuisines. Les glaciers de cette époque sont petites (en cubage) et les aliments périssables sont ceux qui font partie des listes hebdomadaires d'achat.

3) Les activités de loisir

[Retour à la table des matières](#)

La plupart des activités de loisir sont gratuites. Les veillées de famille et les veillées paroissiales sont des activités généralisées nécessitant peu de déboursés monétaires. Les parcs publics sont des lieux d'amusement, de promenade et de rencontres. Les films de Charlie Chaplin, projetés dans les parcs le samedi soir, ou encore les concerts de fanfare du dimanche en plein air représentaient des événements de toute première importance pour les habitants d'un quartier. Les théâtres étaient

fréquentés par les gens à l'aise ou instruits, tandis que les cinémas l'étaient par des représentants de toutes les classes sociales. En 1930, il en coûte de \$0.10 à \$0.12 pour assister à un programme double dans un cinéma de quartier. Les soirées de famille se tiennent régulièrement, dans le but d'échanger des nouvelles et de jouer aux cartes. Tous les enfants participent à ces soirées ; aucun ne peut s'absenter pour poursuivre une autre activité. Les visites entre proches parents sont fréquentes, tandis que les rapports avec les voisins immédiats sont des plus cordiaux. On échange même des services entre voisins (prendre la garde d'un enfant, par exemple).

Les soirées paroissiales sont fréquentes et des plus variées. On y présente des « soirées canadiennes », du chant choral, des pièces de théâtre dans lesquelles les acteurs sont des coparoissiens (les comédies sont particulièrement à la mode), des soirées de cartes, des tombolas et des bingos, des séances de prestidigitation et des soirées d'amateurs (voix, instruments et danse à claquette).

“Les activités de loisir des enfants sont les jeux dans les cours d'école, les terrains vacants et la rue.”

Les activités de loisir des enfants sont les jeux dans les cours d'école, les terrains vacants et la rue. Les jeux préférés sont le « jeu de drapeau », le « branch et branch », le jeu de la quicane, la balle au mur, le ballon coup de pied, le ballon-balai, le patinage sur les patinoires publiques, le hockey, la balle molle et le baseball. Remarquons que l'ensemble de ces activités de loisir nécessitent peu de déboursés monétaires. Les loisirs commerciaux, tels que nous les connaissons aujourd'hui, sont à peu près inexistantes.

4) Le système de parenté et le réseau des amis

[Retour à la table des matières](#)

C'est le système de parenté et les amis (surtout les voisins) qui protègent l'individu contre les risques. Ainsi la famille et, dans certains cas, les voisins et même les coparoissiens assument l'ensemble des risques inhérents à la vie. Les familles et les voisins s'entraident à l'occasion des accouchements, des maladies de la mère et des voyages pour la mortalité (garde des enfants). Comme à cette époque, les programmes de sécurité sociale, tels que nous les connaissons aujourd'hui, sont inexistantes, c'est par l'épargne que les familles se prémunissent contre les risques du chômage, de la maladie et de la mort. Plusieurs familles ne peuvent même pas se payer des assurances-vie pour tous les membres de la famille.

Seul, le chef sur qui pèse la responsabilité de nourrir et d'entretenir sa famille assure sa propre vie au strict minimum (lire : le montant nécessaire pour l'ensevelissement, les funérailles et l'enterrement) dans une des sociétés mutuelles canadiennes-françaises. Un certain nombre de familles épargnent pour l'instruction des enfants et la protection contre les risques de la maladie en effectuant des dépôts réguliers à la Caisse populaire de la paroisse.

En bref, la structure des dépenses est limitée aux besoins les plus essentiels et on cherche à les satisfaire en déboursant le moins d'argent possible (les denrées alimentaires, le vêtement, le loyer, le chauffage, l'achat de meubles et d'appareils ménagers).

5) L'adéquation entre les normes de consommation et les besoins réels

[Retour à la table des matières](#)

Il est maintenant bien connu que la structure des comportements de consommation est fortement influencée par des modèles et des normes qui moulent les conduites individuelles. Ces modèles sont définis par la collectivité en tenant compte des traditions, des habitudes de vie et des possibilités de développement et de progrès de cette société. Au moment de la crise économique, les normes de consommation portent principalement sur les besoins primaires et ont une très grande stabilité. La publicité commerciale existe à peine et les nouveaux modèles de consommation des sociétés urbaines et industrialisées pénètrent à peine dans les milieux les plus à l'aise et chez les familles urbaines de longue date. Ce caractère invariable des normes se reflète aussi dans la stabilité des comportements économiques. Les familles s'endettent seulement si elles sont dans une situation de stricte nécessité. D'ailleurs, il est déjà très difficile d'obtenir du crédit. Les familles achètent, comme nous le disions plus tôt, leurs biens chez des commerçants qu'elles connaissent et les épiciers du coin où elles jouissent d'une faible marge de crédit. Il n'existe pas de sollicitation pour promouvoir l'emprunt. Ceux qui se voient obligés d'emprunter doivent compter sur les parents, tandis que les familles à l'aise empruntent pour acheter des biens immobiliers pour lesquels les garanties hypothécaires sont excellentes, réduisant ainsi les risques du prêteur (les banques). Les gens sont soucieux de bien vivre, de vivre le mieux possible, avec les revenus dont ils disposent. Le niveau de consommation correspond au niveau des besoins chez les familles dont les revenus sont réguliers, tandis qu'il s'affaïsse chez celles qui connaissent le chômage et les difficultés financières. L'unique, sinon la principale, aspiration des parents est d'assurer une bonne instruction aux enfants. Les filles s'orientent vers les arts domestiques, le cours commercial, la dactylographie et la sténographie - bilingue si possible - et les carrières professionnelles d'enseignante et d'infirmière. Quant aux garçons, c'est vers le cours commercial, le cours technique, l'École normale et, s'ils ont de la chance, vers le cours classique qui permet l'accès aux professions libérales et aux fonctions les plus prestigieuses.

“... c'est par l'épargne que les familles se prémunissent contre les risques du chômage, de la maladie et de la mort.”

6) L'univers des privations senties

[Retour à la table des matières](#)

En contrepartie, les privations senties sont intenses au niveau des besoins les plus nécessaires. Le « crash » de 1929 a fait disparaître, du jour au lendemain, des biens amassés au prix de durs labeurs. Toutes les classes sociales sont touchées par l'affaissement des prix et la montée en flèche du chômage. Près du tiers des travailleurs seront sans emploi rémunéré. La classe ouvrière, en particulier, sera durement frappée. Les familles seront privées de nourriture, de vêtements et de chauffage ; ces situations consolideront les formes de solidarité et d'entraide qui existent entre parents et voisins. Le « secours direct » comblera à peine les besoins les plus primaires. Même les familles les plus démunies se sentent gênées de demander l'aide financière de l'État. Les « coupons » de nourriture et les « bons » de vêtement et de chauffage seront distribués dans les salles paroissiales, où le contrôle du besoin pourra efficacement s'exercer sans qu'il y ait de préenquête pour déterminer la « nécessité » de ceux qui sollicitent l'aide de l'État. Combien de familles qui, jusqu'à

maintenant, avaient accordé au travail une valeur primordiale (réalisation de soi-même et acquisition d'un statut social) sont sorties humiliées de cette expérience! La Société St-Vincent-de-Paul organise des collectes de nourriture, de vêtements et de chauffage. Les propriétaires de magasins, les gens à l'aise et les professionnels doivent, à l'occasion de ces collectes, contribuer à la mesure de leurs moyens, car ils risquent, autrement, de subir certaines sanctions sociales négatives prévues à l'endroit de ceux qui ne veulent pas partager.

Ce qui frappe, toutefois, chez l'ensemble des familles, c'est qu'elles inventent des solutions pour contrer les conséquences du chômage et réduire leurs privations. Certaines familles prennent des contrats de couture avec les « manufactures » à \$0.25 la pièce (robe, par exemple) pour l'assemblage de morceaux. D'autres achètent directement auprès des grossistes ou chez les cultivateurs leurs légumes et autres denrées alimentaires. D'autres ramassent du bois dans leurs milieux de travail (port de Montréal, par exemple) pour le faire transporter dans leurs hangars en échange de services. Les boisés de la région, dont le plus connu fut le « Bois des pères » (aujourd'hui le Nouveau-Rosemont), seront même visités par les familles les plus démunies.

L'ensemble de ces considérations sur le niveau de vie des familles, les normes de consommation et l'univers des privations senties mettent en relation les difficultés économiques des familles et les solutions qu'elles inventent pour subvenir à leurs besoins. Elles sont aidées par la collectivité tout entière qui assume, dans le cadre paroissial où les contrôles sociaux naturels existent, ses responsabilités morales d'entraide et de partage. La famille et la parenté ainsi que les voisins agissent aussi auprès des membres éprouvés, comme éléments d'assistance et de soutien. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres milieux urbains (Garigue, 1956), la famille d'ascendance française de Montréal a conservé, par rapport à la famille étendue, les normes rurales de solidarité et de visite. N'y aurait-il pas, dans ce patron culturel, un élément de toute première importance pour expliquer les mécanismes d'adaptation de la famille montréalaise durant la récession économique des années trente ?

Voir la suite de l'article : deuxième partie.